L'émergence par la créativité au Cap

Thomas Radovcic

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/13196>

DOI : [10.4000/echogeo.13196](https://doi.org/10.4000/echogeo.13196)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Thomas Radovcic, « L'émergence par la créativité au Cap », *EchoGéo* [En ligne], 21 | 2012, mis en ligne le 10 octobre 2012, consulté le 10 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13196> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13196>

Ce document a été généré automatiquement le 10 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

L'émergence par la créativité au Cap

Thomas Radovicic

NOTE DE L'AUTEUR

Cet article découle d'un travail de recherche effectué en 2011 au cours de mon master 2 de géographie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Les recherches de terrain, dont rend compte cet article, ont été réalisées grâce au soutien de la Région Île de France et de l'Institut Français d'Afrique du Sud.

Introduction - L'émergence sud-africaine

- 1 Proposée en 1981 par Antoine van Agtmael, économiste travaillant pour un des organismes de la Banque Mondiale, la notion d'émergence désigne à l'origine les « économies à marché émergent ». Le qualificatif « émergent » signale les économies des pays en développement offrant l'espérance (au sens mathématique) des meilleurs retours sur investissement. Cette notion a été popularisée par les organisations internationales, les agences de notation (comme Standard and Poors) ou encore les banques d'investissement (Morgan Stanley par exemple). Ces dernières ont défini des critères pour caractériser l'émergence et ont édité des classements des pays émergents dont la situation économique se serait améliorée, émergeant ainsi de la pauvreté et du sous-développement.
- 2 Bien que communément considérée comme émergente, l'Afrique du Sud n'est pas comparable avec les champions de l'émergence que sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (voir tableau 1). Elle est cependant un géant économique en comparaison des autres pays d'Afrique.

Tableau 1 - L'Afrique du Sud, un pays émergent ?

	Population en 2011 en millions	PIB en 2011 en milliards de \$
Chine	1 348	7 298
Brésil	194	2 493
Inde	1 207	1 676
Afrique du Sud	51	408
Egypte	79	235

Source : Fonds Monétaire International, 2012.

- 3 Pour Christophe Jaffrelot (2008, p. 17) l'Afrique du Sud serait « qualifiée d'émergent pour la simple raison qu'il faut bien inclure un représentant du continent noir dans cette catégorie prometteuse et qu'en outre, la démocratisation d'après l'apartheid ajoute à son aura ». En Afrique du Sud, « émerger », c'est aussi sortir du sous-développement et de la pauvreté les populations et les territoires qui étaient discriminés durant l'apartheid et qui font partie de plein droit de la Nation arc-en-ciel depuis l'adoption de la Constitution de 1996 (Morange, 2011).
- 4 Reconnues moteur du développement et de la croissance aussi bien par la Banque Mondiale (Giraut, 2009) que par le gouvernement sud-africain¹, les villes sont les espaces privilégiés pour déployer la stratégie d'émergence sud-africaine. En effet, elles sont les lieux de production et de concentration des richesses et depuis la réforme institutionnelle de 1998, elles sont responsables du développement économique (voir *infra*). Afin d'assurer leur mission de développement, les villes entrent en concurrence pour attirer des capitaux et des travailleurs de plus en plus mobiles dans un contexte d'internationalisation croissante. Elles font alors valoir les avantages comparatifs de leurs infrastructures et équipements, de leur main d'œuvre, de leur capacité d'innovation mais aussi de leur patrimoine (Turok, 2009). Les plus grandes d'entre elles ont à leur disposition tout un panel de stratégies de promotion et en imaginant de nouvelles pour se différencier les unes des autres. Elles produisent ainsi de l'espace et du discours sur l'espace pour changer leur image, séduire les entreprises et les travailleurs hautement qualifiés dans le but de servir leur Projet urbain.
- 5 A partir de 2005, les acteurs de la gouvernance urbaine capetonienne ont décidé d'adopter la recherche de compétitivité internationale par la promotion de l'économie créative au centre-ville de la métropole comme nouveau paradigme de développement urbain pour émerger en tant que « ville globale » ou « ville de classe mondiale ». Le Cap doit devenir « un centre de connaissance, d'innovation, de créativité et de culture de premier plan en Afrique et dans le Sud² » (Cape Town Partnership et City of Cape Town, 2008, p. 39). Cette stratégie s'inspire des théories développées par Charles Landry (2000) et Richard Florida (2005). Pour ces derniers, les individus créatifs - ceux qui, dans le cadre de leur activité professionnelle, résolvent des problèmes complexes, inventent des solutions nouvelles et innovantes en dehors d'une logique routinière et répétitive (Florida, 2002) - sont à l'origine de la croissance économique des villes et des régions urbaines. Ce sont, pour une part, les scientifiques, les chercheurs, les architectes, les sculpteurs, les musiciens ou les ingénieurs, entre autres. Un groupe d'employés des services de haut niveau (juristes, avocats d'affaires, financiers, médecins, techniciens du spectacle) forme une seconde strate de la « classe créative ». L'accent mis sur le secteur créatif doit permettre d'attirer les individus hautement qualifiés qui généreront de la croissance économique, elle-même devant conduire à des créations

d'emplois (*ibid*) au moment où le chômage (24,5 % de la population active en 2007³) touche majoritairement les Africains⁴ et les *Coloured*. Cette articulation est d'autant plus complexe dans le contexte de construction d'une ville post-apartheid où l'État s'est engagé à promouvoir l'intégration urbaine en assurant l'équité spatiale, sociale et politique. Il apparaît ainsi légitime de se demander comment les acteurs de la gouvernance urbaine capetonienne concilient renforcement de la compétitivité internationale par la promotion des « industries créatives » en centre-ville et réduction des inégalités socio-spatiales à l'échelle métropolitaine.

Les défis de l'émergence au Cap

- 6 En dépit des garanties édictées dans l'une des constitutions les plus progressistes du monde, la société sud-africaine reste caractérisée par de forts niveaux de pauvreté et la permanence d'inégalités selon des critères sociaux, spatiaux et raciaux. Les villes sud-africaines et Le Cap en particulier, ne font pas exception à cette situation.
- 7 Selon l'office national de statistiques (Statistics South Africa), sur les quelques 900 000 foyers capetoniens, plus de 13 % ne disposent d'aucun revenu en 2005. Alors que 24,7 % des ménages au Cap vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 1996, leur proportion s'est accrue pour atteindre presque 40 % en 2005. La situation de l'emploi au Cap est inquiétante. Le taux de chômage officiel a lui aussi augmenté, passant de 19,5 % de la population active en 1996 à 29,1 % en 2004. En ce qui concerne l'éducation, en 2007, 53,4 % des Capetoniens de plus de 20 ans n'ont pas le niveau baccalauréat.
- 8 Ce tableau effrayant ne dépeint cependant pas la réalité de la situation sociale de l'ensemble des citoyens. La pauvreté se conjugue avec de fortes inégalités selon les groupes sociaux qui recoupent, en grande partie, les groupes raciaux définis sous l'apartheid. Les héritages de l'apartheid se font ressentir dans la distribution des revenus par groupe de population (voir tableau 2). En 2005, le revenu moyen des Africains est presque huit fois inférieur à celui des Blancs et plus de cinq fois inférieur à celui des Indiens/Asiatiques. Les Blancs gagnent plus de trois fois plus que les *Coloured*.

Tableau 2 - Les inégalités de revenu par groupe de population au Cap en 2005

Groupe de population	Revenu moyen par mois, en Rands
Africains	2 144
<i>Coloured</i>	5 630
Indiens / Asiatiques	11 312
Blancs	16 147
Ensemble de la population	7 389

Source : Statistics South Africa, 2009

- 9 De telles inégalités sont aussi visibles au niveau de l'accès à l'emploi. En 2007, 39,7 % des actifs africains sont à la recherche d'un emploi contre seulement 4,4 % des actifs blancs. Sur les 24,5 % d'actifs capetoniens au chômage, plus de la moitié sont africains et presque les deux cinquièmes sont *coloured* (voir tableau 3).

Tableau 3 - Les inégalités d'accès à l'emploi par groupe de population au Cap en 2007

Groupe de population	Taux de chômage par groupe de population	Part du groupe de population dans la population au chômage
Africains	39,7 %	58,4 %
Coloured	21,8 %	37,2 %
Indiens / Asiatiques	9,6 %	0,7 %
Blancs	4,4 %	3,6 %

Source : Statistics South Africa, *Community Survey 2007*.

- 10 La situation de l'emploi des Africains et des Coloured est d'autant plus préoccupante que l'économie capetonienne est en cours de désindustrialisation. En 2001, 61,1 % de la main d'œuvre industrielle est coloured et 15,1 % est africaine (voir tableau 4). L'industrie est une source d'emploi pour 20,3 % des Coloured, qui représentent 45,3 % des actifs capetoniens. Les pertes d'emplois industriels, plus de 100 000 entre 2000 et 2008⁵, touchent de plein fouet ces populations peu qualifiées qui ont du mal à se reconvertir dans d'autres secteurs. À l'inverse, les Blancs et les Indiens/Asiatiques sont surreprésentés dans le secteur porteur de la finance, des services aux entreprises et de l'immobilier.

Tableau 4 - Surreprésentation des travailleurs coloureds et africains dans l'industrie et des Blancs et Indiens/Asiatiques dans le secteur de la finance, des services aux entreprises et de l'immobilier

	Africains	Coloured	Indiens / Asiatiques	Blancs
Part du groupe de population dans la population active	34,2 %	45,3 %	1,3 %	19,2 %
Part du groupe de population dans l'industrie	15,1 %	61,1 %	0,4 %	23,4 %
Part du groupe de population dans la finance*	16,0 %	41,9 %	2,1 %	39,9 %

*Finance, services aux entreprises et immobilier.

Source : City of Cape Town, 2001

- 11 De manière plus synthétique, l'indice du niveau de vie permet de mieux saisir les inégalités et de les spatialiser. Cet indice composite incorpore des indicateurs socio-économiques (revenu, éducation, chômage, emploi qualifié ou non) et des indicateurs de logement et d'accès aux services urbains (qualité du logement, accès à l'eau courante et à l'électricité, accès à des toilettes, fréquence d'enlèvement des ordures).

Carte 1 - Inégalités socio-spatiales au Cap en 2001

Source : City of Cape Town, 2006.

- 12 La carte 1 représente la distribution de cet indice par circonscription électorale (*ward*) en 2001. Les quartiers en vert accueillent une population aisée, exerçant un emploi qualifié, vivant dans des logements en dur qui peuvent aller de la villa en bord de mer à l'appartement du centre-ville ou la maison individuelle de banlieue et ayant accès à tous les services urbains. Ces quartiers privilégiés correspondent au centre-ville, aux quartiers nord (Milnerton, Bellville, Durbanville) et aux quartiers sud (Rondebosch, Constantia). La péninsule du Cap (Hout Bay, Kommetjie, Fish Hoek) et l'agglomération de Somerset West et Strand correspondent aussi à ce profil. A l'inverse, les quartiers en rose et rouge sont les quartiers où la population est la plus pauvre, la plus touchée par le chômage, vit dans des logements sans confort (*matchbox houses*) voire précaires (*shacks*) et où les équipements sont les moins développés. Ce sont les anciens *townships* africains (Langa, Nyanga, Gugulethu, Khayelitsha) et *coloured* de la plaine du sud-est de la métropole (les *Cape Flats*) et les anciens *townships coloured* de la périphérie septentrionale (Atlantis et Mamre).

L'État local, moteur de la réduction des inégalités et de la pauvreté

- 13 À la démocratisation, le gouvernement sud-africain s'engage à lutter contre la pauvreté et les inégalités par des mesures redistributives. Dès 1994, le gouvernement Mandela lance un programme global pour changer en profondeur la société et l'économie sud-africaine : Reconstruction and Development Programme (RDP). Le RDP vise à surmonter les inégalités et le retard de développement engendrés par l'apartheid. Très

progressiste, il doit permettre de répondre aux besoins de la population en créant de l'emploi, construisant des logements, installant des infrastructures dans les zones qui en sont privées, redistribuant les terres et améliorant les systèmes éducatifs et de santé (Houssay-Holzschuch, 1999). L'adoption du programme Growth, Employment and Redistribution (GEAR) en 1996 constitue un tournant vers la libéralisation de l'économie, tournant renforcé en 1999 par l'élection de Thabo Mbeki (Terreblanche, 2009). Ainsi, après des tentatives de réduction des inégalités par des politiques macroéconomiques et redistributives (Bond, 2000), le gouvernement se tourne, à la fin des années 1990, vers des politiques néolibérales conçues pour l'échelle locale. La mise en œuvre des préconisations du Livre Blanc sur le Gouvernement Local de 1998 et de la décentralisation⁶ initiée en 2000, traduit l'évolution des orientations gouvernementales. Les gouvernements municipaux se voient conférer des compétences étendues en termes de développement économique et social et doivent agir en « gouvernement local développemental » permettant d'« améliorer progressivement la situation sociale et économique des communautés et la fourniture de services de base à toutes [les] populations, et particulièrement les pauvres et les défavorisés » (Republic of South Africa, 2000, p. 1). L'objectif ambitieux est la « concrétisation des droits économiques et sociaux de chacun à travers la création matérielle d'établissements humains durables et spatialement intégrés dans des économies robustes qui fournissent à de plus en plus de citoyens des opportunités et qui favorisent la construction d'une société facteur d'intégration pour tous. » (Pieterse et van Donk, 2008, p. 56). L'impératif redistributif est abandonné.

- 14 La stratégie d'émergence par le soutien des « industries créatives » est l'une des politiques conçues par l'État local capetonien pour assurer le développement économique et social⁷. Elle doit permettre de stimuler la croissance économique, multiplier les créations d'emplois tout en réduisant la pauvreté et les inégalités.

La promotion de l'économie créative au Cap...

- 15 La décision tant attendue est tombée le 24 octobre 2011 : en 2014, Le Cap sera la Capitale Mondiale du Design ! L'obtention de ce label décerné par l'International Council of Societies of Industrial Design⁸ est le résultat d'une réflexion engagée depuis 2005 pour stimuler l'économie créative afin de favoriser la croissance économique et de créer de l'emploi. Cette réflexion a conduit à la création par le puissant partenariat public-privé du centre-ville, le Cape Town Partnership⁹ (CTP), de l'initiative Creative Cape Town en 2006 : un forum de discussion et de mise en réseau des professionnels créatifs du centre-ville du Cap. Le Cap se présente, en effet, comme la première ville créative d'Afrique dont l'activité est principalement stimulée par le secteur du design. Ce dernier, tel que défini par Creative Cape Town, regroupe les entreprises de communication et publicité, les agences de consultance en design industriel, les agences de graphisme et les designers de mode. Plus de 1 000 « entreprises créatives » ont été identifiées dans le centre-ville du Cap dont la moitié est liée au design (Cape Town Partnership, 2006).
- 16 À travers Creative Cape Town, le Cape Town Partnership est parvenu à cimenter une coalition d'acteurs alliant le gouvernement provincial (Province du Cap Occidental), municipal (Municipalité du Cap) et une université (Cape Peninsula University of Technology) autour d'un projet visant à soutenir les « industries créatives » : *The Fringe*

- *Cape Town Innovation District*. Ce programme de développement urbain instauré sur 7 hectares à la limite orientale du centre-ville (voir cartes 2a et 2b) a été lancé en janvier 2011 et fait partie de la candidature fructueuse du Cap pour devenir Capitale Mondiale du Design en 2014.

Carte 2a - Le centre-ville du Cap

Source : Cape Town Tourism, 2011 ; réalisation : T. Radovicic, 2011

Carte 2b - The Fringe – Cape Town's Innovation District

Sources : Surveyor General, 2011; réalisation de l'auteur, 2011

... une politique urbaine de développement économique et social

- 17 À l'origine, la promotion du secteur créatif au Cap est portée par le gouvernement du Cap Occidental. L'émergence d'une politique provinciale de soutien aux « industries créatives » coïncide avec l'arrivée de Jo-Ann Johnston à la tête du Département de Développement du Commerce et de l'Industrie. Cette haut fonctionnaire sud-africaine prend son poste en 2005 après avoir travaillé à la Mission économique sud-africaine à Londres. Au Royaume-Uni, elle a été exposée à la politique gouvernementale de soutien aux « industries créatives » en tant que moteur de la croissance économique et de la création d'emploi. Le Ministère de la Culture, des Médias et du Sport britannique a lancé en 1998 un programme de soutien aux « industries créatives » auquel les autorités provinciales du Cap Occidental font explicitement référence depuis 2006. Sur la base de l'expérience britannique où, entre 1997 et 2001, la croissance annuelle des « industries créatives » a été de 9 % contre 1 % pour l'ensemble de l'économie du Royaume-Uni (PGWC, 2007), le secteur créatif doit encourager la croissance économique du Cap Occidental. À l'époque, les cinq sous-secteurs définis comme prioritaires sont le film, la musique, les arts visuels, les arts vivants et l'artisanat. Ils reflètent l'économie de la connaissance capetonienne et sont vus comme complémentaires dans une même chaîne de valeur : les industries du film et de la musique s'appuient sur les nouvelles technologies et ciblent les travailleurs qualifiés. Elles puisent dans les réservoirs de talents qui émergent des *feeder sectors* que sont les arts visuels et les arts du vivant. L'accent mis sur l'artisanat traduit la stratégie « pro-

pauvres » dans la mesure où ce secteur englobe aussi bien l'artisanat des *townships* réalisé par des populations défavorisées que l'artisanat d'art à forte valeur ajoutée.

- 18 « Notre approche était de soutenir fortement les industries créatives autour d'une stratégie à la fois "pro-croissance" et "pro-pauvres". La Province a aidé à la mise en place d'organisations sectorielles spécialisées. L'objectif était alors d'avoir une approche coordonnée entre ces cinq secteurs clés des industries créatives. Par la suite, l'idée était d'élargir la stratégie à d'autres secteurs créatifs. Dans ces industries, il y a peu de barrières à l'entrée et la plupart des entreprises sont des PME. Cela permet de toucher les individus dans les communautés pauvres. »¹⁰
- 19 À la suite des élections générales de 2009 qui voient l'African National Congress, parti historique de la lutte contre l'apartheid et majoritaire au niveau national, perdre le pouvoir au Cap Occidental au profit de la Democratic Alliance, principal parti d'opposition pour qui Le Cap est un fief, l'administration provinciale est réorganisée et certains hauts fonctionnaires doivent quitter leur poste. Cette alternance politique conduit à la restructuration du département de Développement économique et du Tourisme et à la disparition de la direction dédiée aux « industries créatives ».
- 20 Parallèlement à l'accent mis sur les cinq secteurs définis comme prioritaires, la direction sectorielle des « industries créatives » commande différentes études d'opportunité et de faisabilité pour revitaliser l'ensemble de la filière textile-habillement à l'échelle provinciale¹¹. Le développement d'un quartier de la mode permettrait de monter en gamme et de redévelopper l'emploi de Capetoniens peu qualifiés principalement *Coloured*. Ce district de la mode est envisagé à Woodstock, quartier péricentral situé entre District Six et la baie de la Table qui était jusque dans les années 1980 le cœur de l'industrie textile capetonienne. *The Fringe* est l'héritier direct de cette initiative de quartier de la mode.

Reterritorialisation et investissements localisés

- 21 Néanmoins, au-delà d'un discours mettant ouvertement l'accent sur le développement économique et social, le programme de développement urbain *The Fringe* constitue en fait un investissement à destination d'individus déjà privilégiés, sur des territoires déjà gagnants.
- 22 À partir de 2007, le Cape Town Partnership, qui avait été inclus dans la consultation comme partie prenante dans la conception du projet provincial de quartier de la mode, La Cape Peninsula University of Technology (CPUT), des entreprises et des agences immobilières font une contre-proposition au projet provincial en avançant que le développement du design, secteur plus englobant, serait une meilleure option.
- 23 La disparition de la direction sectorielle en charge des « industries créatives » en raison du changement de majorité au gouvernement provincial laisse le champ libre à la contre-proposition du Cape Town Partnership. À travers des actions de communication et de lobbying menée par Creative Cape Town, le CTP réunit une douzaine de partenaires publics, parapublics et privés autour de *The Fringe* (Radovic, 2011, p. 63). Les trois principaux sont la Province du Cap Occidental, la Municipalité du Cap et la Cape Peninsula University of Technology. Or, aucune de ces institutions n'est à même de dédier des ressources humaines et financières au développement du secteur créatif au Cap ni ne dispose d'expertise sur le sujet. Le Cape Town Partnership, qui ne dépend

pas directement du suffrage populaire, est caractérisé par sa stabilité, et mène sa propre réflexion sur l'économie créative depuis 2006, est mandaté en 2009 pour coordonner le projet. Il convainc la Province, la Municipalité et CPUT de coordonner leurs actions dans le programme: la Province finance les études de faisabilité de *The Fringe*; la Municipalité du Cap, qui mène une politique de développement de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi à destination des populations les plus défavorisées, y associe un incubateur d'entreprises et la Cape Peninsula University of Technology se voit accorder par le gouvernement national un terrain dans l'East City pour développer un showroom du design. Le Cape Town Partnership parvient alors à reterritorialiser *The Fringe* sur une portion du centre-ville relativement délaissée par les investisseurs et sur laquelle il dispose d'un mandat de gestion. Il poursuit ainsi sa mission première : la revitalisation du centre-ville en capitalisant sur la centralité de l'espace et son exceptionnel patrimoine historique. Cette régénération urbaine s'est fondée sur la lutte contre la « criminalité et la crasse » (*crime and grime*) tout en favorisant les investissements publics et privés et la conversion d'immeubles commerciaux ou de bureaux en immeubles résidentiels. Depuis sa création en 1999, le CTP a concentré son action sur le Central Business District, le Foreshore, cet espace gagné sur la mer dans les années 1940 et sur les anciens docks, Waterfront (Pirie, 2007 ; voir Carte 2a). Il n'a jamais réussi à stimuler les investissements privés dans l'East City en raison notamment des incertitudes inhérentes au redéveloppement de la friche de District Six¹². Toutefois, la régénération de l'East City apparaît aujourd'hui comme une nécessité. Le CTP craint, en effet, que le sous-investissement relatif de cette marge ne contrarie le développement des portions limitrophes et il souhaite étendre son action sur les quartiers situés à l'est du centre-ville (Woodstock notamment).

- 24 Cette territorialisation du programme de développement des « industries créatives » renforce la primauté du centre-ville dans la métropole capetonienne et illustre la conception capetonienne de l'action publique fondée sur des investissements localisés sur des territoires gagnants.

Un modèle de développement urbain élitiste

- 25 La politique de soutien aux « industries créatives » traduite par le projet *The Fringe* s'inspire fortement de la théorie de la « classe créative » énoncée par Richard Florida. Selon ce géographe, professeur en aménagement urbain et économiste américain (2002, 2005, 2008), la croissance économique d'une région est alimentée par les personnes créatives. La concentration de capital créatif constitue un avantage comparatif pour attirer les entreprises innovantes et de haute technologie ce qui, par « ruissellement » stimule les créations d'emplois et la croissance économique. Cette théorie, bien que populaire auprès des décideurs urbains au Nord comme au Sud (Evans, 2009) est fortement critiquée pour son manque de robustesse théorique (Markusen, 2006 ; Vivant, 2009), la faiblesse de ses outils méthodologiques (Levine 2004) et son analyse simplifiée voire erronée de la croissance économique (Malanga, 2004 ; Shearmur, 2007).
- 26 Comme le signale Jamie Peck (2005), la théorie de la « classe créative » de Florida conduit à mettre en œuvre des politiques urbaines éminemment élitistes. Les stratégies de développement de l'économie créative favorisent et subventionnent la consommation de la « classe supérieure » tandis que les deux-tiers de la population,

relégués dans la classe ouvrière et la classe des services, doivent se contenter d'éventuelles retombées économiques (*ibid.* p. 761).

- 27 D'autre part, pour renforcer la compétitivité de leur ville et y attirer les individus créatifs, principaux contributeur de la croissance économique, les décideurs doivent améliorer la qualité de vie du lieu. Pour R. Florida, la « classe créative » tend, en effet, à se concentrer dans des lieux disposant de certaines caractéristiques. Pour être attractives, les villes doivent être diverses, tolérantes et animées : l'environnement urbain est un facteur clé de la compétitivité urbaine. Les décideurs urbains ont donc la possibilité de mener des actions d'aménagement urbain pour séduire ces individus. Les institutions locales doivent mettre en place des programmes de régénération urbaine pour stimuler l'investissement en fonction des attentes des créatifs. Ainsi, les décideurs urbains sont encouragés à aménager leur ville en adéquation à la vision urbaine d'une classe dominante, d'une élite créative, excluant par là même les individus qui ne se conforment pas à ce projet de ville.

- 28 « Idée molle » pouvant être appliquée à n'importe quel contexte urbain (Scott, 2006), la thèse de la « classe créative » reste ouverte tout type de translation et d'adaptation. Les stratégies de promotion du secteur de la créativité peuvent s'appuyer aussi bien sur de l'aménagement urbain, du marketing territorial ou de l'organisation d'événements culturels. La plasticité du modèle créatif et l'adéquation de ces programmes avec les structures entrepreneuriales de la gouvernance urbaine expliquent le succès de la thèse de Florida auprès des décideurs urbains : « la réalité est que les responsables urbains [...] adoptent les stratégies de promotion de la créativité non pas comme des *alternatives* aux stratégies de développement existantes axées sur le marché, tirées par la consommation ou par l'immobilier, mais comme des stratégies *complémentaires*, optimistes et à bas coûts. Les programmes fondés sur la créativité ne remettent pas en cause les approches de l'urbanisme entrepreneurial et de la promotion des lieux par la consommation, ils les *prolongent*¹³ » (Peck, 2005, p. 761).

- 29 En adoptant un programme de développement urbain destiné à attirer les « talents », les protagonistes de la gouvernance capetonienne mobilisent les fonds publics, par définition limités bien que conséquent dans le cas du Cap, pour investir sur une catégorie d'individus déjà privilégiés, dans des territoires concentrant les richesses et les équipements (ici, le centre-ville du Cap), au détriment de politiques redistributives et du rééquilibrage spatial. La croissance économique induite par le développement des « industries créatives » en centre-ville est censée avoir des retombées auprès des populations les plus pauvres et les moins qualifiées jusque dans les anciens *townships*. De même, selon la Municipalité du Cap, le développement d'un incubateur d'entreprises n'a de chances de réussite que s'il est installé dans le centre-ville. Le choix du centre-ville risque cependant de réduire la capacité de la Municipalité à offrir son aide à des citoyens au chômage résidant dans les périphéries pauvres et au faible capital social. Le « ruissellement » par lequel l'idéal de société post-apartheid doit se réaliser semble incantatoire et ses mécanismes restent à prouver. Il doit donner à des projets fortement localisés une portée métropolitaine voire régionale.

Conclusion - Territoire émergent, territoire de l'émergence et « effet de ruissellement »

- 30 Le centre-ville du Cap, archétype de la diffusion spatiale de l'émergence sud-africaine à l'échelle locale, est un « territoire émergent » de la métropole par la qualité de ses aménagements et sa prépondérance dans l'économie capetonienne. Cette émergence est renforcée par la concentration des politiques urbaines dans cet espace restreint. Le centre-ville est par ailleurs un « territoire de l'émergence » puisque la croissance de cet espace gagnant doit profiter à l'ensemble de la métropole par « effet de ruissellement » (Morange, 2011).
- 31 La conception d'un développement « par ruissellement » est l'une des illustrations de la transition d'un urbanisme managérial à un urbanisme entrepreneurial au Cap et témoigne de l'orientation néolibérale des politiques publiques capetonienne (Didier, Morange et Peyroux, 2012). Alors que l'État local sud-africain a pour mission d'éradiquer la pauvreté et de réduire les inégalités, le gouvernement local capetonien a opté pour une stratégie d'émergence se concentrant sur la définition de territoires de croissance qui captent les capitaux publics et privés. Les investissements concentrés dans des « espaces vitrines » (ici, une portion du centre-ville) doivent permettre aux populations les plus pauvres de bénéficier des fruits de la croissance économique et se répercuter sur les quartiers périphériques défavorisés. Les politiques redistributives à destination des pauvres et des populations auparavant défavorisées ne se justifient que pour le maintien d'une « paix sociale » garantissant un environnement favorable au secteur privé. La stratégie d'émergence du Cap vise plus à se positionner dans la compétition acharnée entre les villes à l'international qu'à « faire émerger » de la pauvreté et de la précarité les territoires et les populations discriminés durant l'apartheid.

BIBLIOGRAPHIE

- Bond P., 2000. *Elite transition: From apartheid to neoliberalism in South Africa*. Durban, University of Natal Press, 318 p.
- Cape Town Partnership, 2006. *The Cape Town Central City Partnership: A profile*. Le Cap, 18 p.
- Cape Town Partnership et City of Cape Town, 2008. *Central City Development Strategy*. Le Cap, 45 p.
- City of Cape Town, 2001. *Background Report: City of Cape Town: Economic Trends and Analysis: 1980-2000*. Le Cap.
- City of Cape Town, 2006. *The spatial distribution of socio-economic status, services levels and levels of living in the City of Cape Town 2001 - to highlight suburbs in need*. Le Cap, 37 p.
- Didier S., Morange M., Peyroux E., 2012. *The Adaptive Nature of Neoliberalism at the Local Scale: Fifteen Years of City Improvement Districts in Cape Town and Johannesburg*. Antipode.

- Evans G., 2009. Creative Cities, Creative Spaces and Urban Policy. *Urban Studies*, vol. 46, n° 5-6, p. 1003-1040.
- Florida R., 2002. The rise of the creative class. And How It's Transforming Work, Leisure and Everyday Life. New York, Persus Book Group, 434 p.
- Florida R., 2005. *Cities and the creative class*. New York, Routledge, 208 p.
- Florida R., 2008. *Who's your city? How the creative economy is making where to live the most important decision of your life*. New York, Basic Books, 256 p.
- Giraut F., 2009. Les ambiguïtés de la nouvelle doctrine spatiale de la Banque mondiale. *Cybergeog : European Journal of Geography*, mis en ligne le 02 octobre 2009, modifié le 07 octobre 2009. URL : <http://cybergeog.revues.org/22695>, accédé le 19 juin 2012.
- Jaffrelot C., 2008. Introduction, in *L'Enjeu mondial*, Presses de Sciences Po, p. 13-22.
- Landry C., 2000. The creative city: A toolkit for urban innovators. Londres, Earthscan.
- Levine M. V., 2004. La "classe créative" et la prospérité urbaine : Mythes et réalités. *Conférence à l'INRS, Urbanisation, Culture et Société*, Montréal.
- Malanga S., 2004. The curse of the creative class. *City Journal*, hiver, p. 36-45, http://www.city-journal.org/html/14_1_the_curse.html, accédé le 19 juin 2012.
- Markusen A., 2006. Urban Development and the Politics of a Creative Class: Evidence from the Study of Artists, *Environment and Planning A*, vol. 38, n° 10, p. 1921-1940.
- Morange M., 2011. "Emergence locale" et régénération urbaine au centre-ville au Cap. *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, Paris, p. 348-360.
- Peck J., 2005. Struggling with the creative class. *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 29, p. 740-770.
- Pieterse E., van Donk M., 2008. Developmental local government: Squaring the circle between policy intent and impact, in van Donk M., Swilling M., Pieterse E. et Parnell S., *Consolidating developmental local government: Lessons from the South African experience*, Le Cap, UCT Press, p. 51-75.
- Pirie G., 2007. Reanimating a comatose goddess': Reconfiguring central Cape Town. *Urban Forum*, vol. 18, n° 3, Springer Netherlands, p. 125-151.
- PGWC, (Provincial Government of Western Cape), 2006a. *iKapa Elihlumayo, Western Cape provincial growth and development strategy*. Le Cap, 155 p.
- PGWC, (Provincial Government of Western Cape), 2007. *Micro-economic development strategy. Synthesis report, 2007/2008: "New thinking in changing context"*. Le Cap, 343 p.
- Radovic, T. 2011. *Entre compétitivité internationale et développement : La "ville créative" au Cap*. Mémoire de master 2, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, non publié, 107 p.
- Republic of South Africa, 2000. *Municipal System Act*, Pretoria.
- Shearmur R., 2007. The new knowledge aristocracy: The creative class, mobility and urban growth, in *Work Organisation Labour and Globalisation*, vol. 1, n° 1, p. 31-47.
- Terreblanche S., 2009. The developmental state in South Africa: The difficult road ahead, in Kagwanja P., Kondlo K., *State of the Nation: South Africa 2008*, Cape Town, HSRC Press, p. 107-130.
- Turok, I., 2009. The Distinctive City: Pitfalls in the Pursuit of Differential Advantage. *Environment and Planning A*, vol. 41, n° 1, p. 13-30.

Vacchiani-Marcuzzo C., 2008. Quelle place pour Le Cap dans la mondialisation ? Stratégies spatiales des IDE et dynamique urbaine, in Dubresson A. et Jaglin S. (dir.), *Le Cap après l'apartheid : gouvernance métropolitaine et changement urbain*, Paris, Karthala, p. 157-182.

Vivant E., 2009. *Qu'est-ce que la ville créative ?* Presses Universitaires de France, 96 p.

NOTES

1. Les villes sont identifiées comme les territoires privilégiés d'accumulation de richesses comme le rappelle l'actuel ministre des Finances, Pravin Gordhan, dans la présentation du budget 2011, <http://www.treasury.gov.za/documents/national%20budget/2011/speech/speech2011.pdf/>, accédé le 19 juin 2012.

2. Toutes les traductions de cet article sont libres et ont été effectuées par l'auteur.

3. Source : Statistics South Africa, Community Survey 2007.

4. Selon le Population Registration Act de 1950, chaque individu était versé dans un groupe racial : Blanc, Noir ou Coloured, auquel sera rajouté plus tard le groupe des Indiens. Cette classification était fondée sur des critères d'apparence physique, d'appartenance à une communauté et de construction sociale. D'autre part, cette catégorisation était hiérarchisée : les Blancs étaient considérés comme le groupe dominant et jouissaient de nombreux privilèges alors que les Noirs étaient les plus défavorisés. Les Coloured avaient une situation plus ou moins intermédiaire, inférieure à celle des Indiens et supérieure à celle des Noirs. La qualité respective des espaces attribués, même entre les townships noirs, coloured et indiens reflétait la hiérarchie des races.

Aujourd'hui, quatre groupes raciaux sont encore identifiés : Africains, Blancs, Coloured et Indiens/Asiatiques.

Le terme « noir » définit les groupes de population discriminés durant l'apartheid : Africains, Coloured et Indiens/Asiatiques. Dans ce travail, j'utilise la terminologie sud-africaine officielle pour désigner les groupes de population.

5. Source : Quantec Research ; City of Cape Town, 2001 ; PGWC, 2006a

6. Avec le processus de décentralisation, l'impératif de développement économique et social se décline à toutes les échelles de gouvernement (national, provincial et local).

7. La stratégie d'émergence par les « industries créatives » s'articule avec les politiques menées par les acteurs locaux concernés par le développement économique du Cap (Municipalité, Province mais aussi la Chambre de commerce ou Wesgro, l'organisme de promotion de la ville auprès des investisseurs étrangers). Globalement, ces programmes visent à développer le secteur de la finance, de l'immobilier et des services aux entreprises, l'industrie du tourisme ou encore celle du film et de la publicité. Elles cherchent par ailleurs à attirer les investissements directs étrangers (Vacchiani-Marcuzzo, 2008).

8. Le titre de Capitale Mondiale du Design est décerné tous les deux ans par l'International Council of Societies of Industrial Design, une organisation protégeant et promouvant les intérêts du secteur du design industriel. En devant Capitale Mondiale du Design, Le Cap va accueillir des événements internationaux en lien avec le design et va bénéficier d'une forte visibilité internationale.

9. En 1999, la Municipalité entérine la formation du Cape Town Partnership, organisation à but non lucratif qui regroupe des acteurs publics (Municipalité du Cap, Province du Cap Occidental), des entreprises privées locales (des promoteurs immobiliers), des associations représentant des intérêts privés (South African Property Association pour les propriétaires immobiliers, Business Against Crime, un lobby d'entreprises contre la criminalité, Cape Town Business Forum, une association d'entreprises locales) et des organisations parapubliques (Cape Town Heritage Trust,

organisme consultatif à but non lucratif en charge de la conservation du patrimoine historique et architectural du Cap, Cape Higher Education Consortium, une association regroupant les quatre universités de la région du Cap). Fondé sur le modèle des Business Improvement Districts américain, le CTP a vocation à revitaliser le centre-ville et à le promouvoir par des actions de marketing et de communication.

10. Entretien avec Olivia Dyers, ancienne responsable de la direction sectorielle « industries créatives », Département de Développement du Commerce et de l'Industrie, Province du Cap Occidental, le 22 février 2011.

11. Selon le Département de Développement économique et du Tourisme de la Municipalité du Cap, entre 2000 et 2007, 70 000 emplois ont été détruits dans la filière textile-habillement.

12. District Six était un quartier populaire mixte racialement qui a été détruit de manière méthodique et violente au cours des années 1960-1970 après avoir été déclaré zone blanche en 1966 selon les termes du Group Areas Act. À l'exception notable de l'installation du campus principal de CPUT, le quartier n'a connu quasiment aucun développement immobilier depuis sa destruction. La restitution des terres aux quelques 60 000 expulsés est d'ailleurs toujours en cours.

13. La mise en relief est de Jamie Peck.

RÉSUMÉS

A partir de 2005, les acteurs de la gouvernance urbaine capetonienne ont décidé d'adopter la promotion de l'économie créative et le soutien aux « industries créatives » au centre-ville de la métropole comme nouveau paradigme de développement urbain. Néanmoins, alors que les inégalités sociales, spatiales et raciales héritées de l'apartheid sont toujours prégnantes, la stratégie d'émergence du Cap vise plus à se positionner dans la compétition acharnée entre les villes à l'international qu'à « faire émerger » de la pauvreté et du sous-développement les populations et les territoires auparavant discriminés.

From 2005, the stakeholders involved in the Capetonian urban governance adopted an urban development programme to promote the creative economy and “creative industries” in the central city. Nonetheless, whereas social, spatial and racial inequalities inherited from the apartheid era are still persisting, this strategy aims to strengthen Cape Town's assets to internationally compete with other cities. It does not foster the “emergence” of previously disadvantaged groups and places from poverty and underdevelopment.

INDEX

Mots-clés : Afrique du Sud, effet de ruissellement, émergence, industrie créative, Le Cap, urbanisme entrepreneurial

Keywords : Cape Town, creative industries, emergence, South Africa, trickle-down effect, urban entrepreneurialism

Thèmes : Sur le Champ - Sur le Terrain

AUTEUR

THOMAS RADOVCIC

Thomas Radovic, thomas.radovic@gmail.com, est Géographe indépendant. Il a publié récemment :

- Radovic T., 2012. Inégalités et pouvoirs au centre-ville du Cap, une nécessaire lecture critique, Carnets de géographes, n°4, septembre 2012, http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_terrain/terrain_04_03_Radovic.php